



Acte certifié exécutoire

Arrêté parvenu en Préfecture le : 15.04.26
Accusé de réception de la Préfecture numéro : 094-21340023-20260403-2026ARR66-A1
Arrêté publié/notifié le : 14.04.2026
Affiché le :
Pièce annexe :

ARRETE DU MAIRE N°2026ARR66

Objet : Délégation de signature attribuée à André SOARES, directeur du centre municipal et universitaire de santé

Le Maire d'Arcueil,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu l'article L.2122-19 du Code général des collectivités territoriales autorisant Madame la Maire à donner délégation de signature aux responsables de services communaux,

Vu l'arrêté municipal en date du 7 novembre 2016 recrutant Monsieur André SOARES en qualité de Médecin directeur,

Considérant que Monsieur André SOARES occupe les fonctions de Médecin directeur du centre municipal et universitaire de santé,

Sur proposition de la Directrice générale des services,

ARRETE :

Article 1^{er} : Monsieur André Soarès, Médecin directeur, a délégation de signature pour :

- Les bons de commande et ordres de service de moins de 1.500 €.

Article 2 : Cette délégation est exercée sous ma surveillance et ma responsabilité.

SPECIMEN DE SIGNATURE

Article 3 : Le présent arrêté sera notifié à Monsieur André Soarès.

Article 4 : Ampliation du présent arrêté sera transmise à :

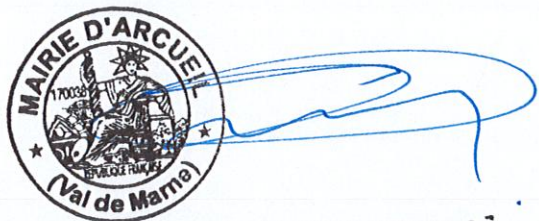
- Madame la trésorière, trésorerie d'Ivry sur seine, 94-96 rue Victor Hugo 94205 Ivry sur seine,
- Monsieur le Préfet du Val de Marne.

Article 5 : La Maire :

- Certifie le caractère exécutoire de cet arrêté compte-tenu de sa transmission en préfecture, de son affichage ou de sa publication ou de sa notification.

- Informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif devant Madame la Maire d'Arcueil dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de son affichage ou de sa publication ; l'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet. Un recours pour excès de pouvoir peut également être introduit devant le tribunal administratif de Melun dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de l'affichage ou de la publication ou, si un recours administratif a été préalablement déposé, à compter de la décision expresse ou implicite de rejet de l'administration. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site Internet.

Fait en Mairie, le 3 Avril 2026
La Maire



Sophie B... ERICQ
Maire